

Entretien avec Paul Reuter, le 7 août 1980
à Aix-en-Provence (Antoine Marès)

- A. M. Cet entretien est réalisé dans le cadre de la fondation Jean Monnet; nous avons déjà interrogé certaines personnalités qui ont été mêlées à des titres divers, soit comme observateurs, soit comme acteurs, à la naissance de l'Europe au cours de l'après-guerre. Pour ma part, j'ai rencontré MM. Pleven et Hirsch. Notre programme vise donc à recueillir les témoignages des personnes qui ont conçu cette Europe autour de Jean Monnet, l'autre objectif de ces archives sonores étant d'éclairer la personnalité de Jean Monnet.
- P. R. Est-ce destiné aux archives de la Fondation ou à une publication?
- A. M. C'est destiné aux archives de la Fondation; en principe ces entretiens restent confidentiels et sont destinés ultérieurement aux chercheurs. Si vous en exprimez le désir, cet entretien ne sera communiqué qu'après votre autorisation.
- P. R. Très bien. Alors vous pouvez me poser n'importe quelle question, j'y répondrai du mieux que je pourrai.
- A. M. Nous pourrions avancer chronologiquement. D'après les témoignages que vous avez déjà accordés et que j'ai pu consulter par ailleurs, vous avez rencontré Jean Monnet pour la première fois en 1944; vous étiez alors au Cabinet du ministre de l'Information, Pierre-Henri Teitgen.
- P. R. J'ai été voir Jean Monnet à l'hôtel Bristol, me semble-t-il. Il était installé dans sa belle robe de chambre chinoise, en soierie bleue, si mes souvenirs sont exacts; un feu confortable brûlait dans la cheminée. Je dis cela sans aucune malice, mais c'était l'hiver terrible de 1944 et au ministère de la Production, on se biquait de vous recevoir dans des locaux non chauffés. Je voyais donc là Monnet pour l'entretenir simplement d'un problème d'importation de papier de presse. Notre entretien a été court, je parlais au nom du ministre de l'Information et sans aucun contact personnel. Ensuite je l'ai rencontré une seconde fois, en 1949 vraisemblablement, à l'initiative de Rabier qui était son secrétaire au Commissariat au Plan; alors qu'il était prisonnier de guerre, Rabier avait vu une petite brochure destinée à l'école des cadres d'Uriage, sur les trusts, que j'avais écrite ici, dans cette maison où vous m'interrogez. Elle avait été imprimée par l'École elle-même, ce qui explique que ce ne soit pas un document facile à trouver: elle avait été jointe - encore qu'elle comportât des propos

assez séditionnel - aux colis des prisonniers de guerre. Rabier l'avait donc lue et un jour Monnet lui avait demandé qui on pourrait consulter pour la préparation d'un projet de loi sur les ententes. Monnet, quand je l'ai vu à ce sujet, prétendait que tous les bénéfices économiques du Plan Monnet étaient tombés dans la main de particuliers qui avaient utilisé la reprise économique pour faire des pratiques restrictives.

A ce propos, je note que Monnet est un homme assez curieux: sa famille était très traditionnelle, sa soeur était une militante d'Action catholique et lui, extérieurement, avait tous les traits du bon paysan provincial, bien assis, équilibré, mais il avait des idées assez hardies. Je l'ai entendu à l'époque souhaiter par exemple qu'on le nomme commissaire à la Fraude fiscale. Il m'a dit: "Qu'on me nomme à la fraude fiscale et on verra ce qu'on verra".

A ce moment là, il s'agissait des ententes et j'ai préparé avec lui, comme expert sous l'égide du Commissariat au Plan, un projet sur les ententes. Il ne s'est rien passé d'exceptionnel. Après un certain nombre de rencontres - j'étais à Aix-en-Provence où, étant enseignant, j'étais assez libre et je venais une fois par mois à Paris pour donner des cours à l'Ecole nationale d'Administration -, il n'y a plus rien eu.

J'arrive au moment crucial. En avril 1950, à une date que je crois être le mercredi de la semaine où Monnet a noté notre rencontre dans son carnet /le 12/, je suis passé sans rendez-vous au Commissariat du Plan pour y voir Rabier et pour qu'il me donne des documents sur le financement des investissements Outre-Mer car je faisais un cours qu'on appelait encore, en 1950, droit colonial. Je vis Rabier auquel je demandai poliment des nouvelles de Monnet et il me répondit "Monnet est triste, il s'ennuie, il est inquiet. Vous devriez le voir". Je lui dis qu'il ne m'avait pas donné de rendez-vous du tout..."Cela ne fait rien" répondit-il. "Qu'y a-t-il?" demandai-je. "Monnet cherche en ce moment" et Rabier me poussa dans le cabinet de Monnet. La fenêtre était du côté gauche et sur le mur, derrière son bureau, il y avait une grande carte de l'Europe centrale où avait été tracée, jour après jour, l'avance des troupes alliées autour de l'Allemagne. Je ne sais pas si Monnet avait été installé dès le début de la Libération en 1944 dans ce bureau de la rue Martignac ou si un autre service l'y avait précédé; en tout cas, cela faisait une sorte de symbole de guerre.

Nous avons eu alors un dialogue dont je me rappelle avec certitude - je n'ai aucun doute là-dessus -. Les premières phrases étaient les suivantes:

- Bonjour, Monsieur le Commissaire. Comment allez-vous?

- Et vous? Mal.

- Pourquoi?

- La bombe atomique, la bombe atomique. Les Américains la lanceront et alors.....

A la suite de quoi il développa un discours que je ne répèterai pas ici - j'ai pris des notes à l'époque sur tout cet entretien, je suis donc sûr de ce que j'avance - mais qui est exactement celui du memorandum du 3 mai sur la théorie des blocages, tel qu'il a été publié par Le Monde. Il avait fait un véritable cours sur ce qui arrive quand on ne fait rien. J'écoutais avec intérêt mais je dois dire que je n'avais pas la même inquiétude; j'étais retourné depuis 1946 dans ma province, je voyais bien que le cours des événements n'était pas très heureux - il y avait eu le blocus de Berlin et toutes sortes de choses de ce genre - mais j'avais fait une guerre et, de mémoire d'homme, on ne fait jamais deux guerres de suite. C'est là qu'il me dit: "Avez-vous lu les propositions du chancelier Adenauer?" en me tendant une coupure de presse de mars 1950 sur laquelle cette proposition avait été encadrée de rouge. Il me demanda ce que j'en pensais et je lui répondis aussitôt qu'il était bien dommage que nous n'accordions aucune importance et, dirait-on, aucun intérêt aux propositions allemandes; je lui développai cette idée qu'il attendait. Là se pose un petit problème psychologique que moi-même je ne peux résoudre mais dont je vous donne toutes les données. Monnet ne savait pas beaucoup de choses sur moi, sinon que j'étais professeur de faculté, mais mon nom est manifestement d'origine alémanique et, en fait, les ancêtres qui m'ont donné ce nom là sont Luxembourgeois; les autres sont tous des gens de l'Est, originaires d'un triangle de soixante kilomètres de côté. Il y a eu un Emile Reuter, cousin germain de mon père, qui a été président du Conseil et délégué du Grand-Duché de Luxembourg à la SDN et qui est mort il y a une quinzaine d'années à l'âge de 97 ans. Du côté de ma mère, ce sont des Romands et ma grand-mère paternelle est certainement une Romande bien qu'elle ait un nom alémanique romanisé. Dans son esprit, Monnet a dû faire immédiatement cette équation en se disant que j'étais un homme de l'Est, sans plus. Il est possible qu'il ait voulu tester sur moi l'idée d'un rapprochement franco-allemand, mais pas pour des raisons qui tenaient à mes qualités; il aimait les gens plus jeunes que lui et il était très lié avec des gens comme Marjolin et Delouvrier qui étaient aussi mes amis. A la suite de ma réponse très positive sur le projet Adenauer, il me demanda ce que je pensais d'un Parlement franco-allemand. J'eus une réaction très négative car peut-être ma génération a-t-elle été marquée par l'anti-parlementarisme - la Troisième et la Quatrième République ne rendent pas facilement admirateurs du régime parlementaire -. En dehors de cela, j'ai eu une réaction très hostile parce que l'affaire était déjà réalisée avec le Conseil de l'Europe qui prenait un départ "archilient" et la suite des

événements a confirmé cette lenteur. Et puis il ne fallait pas mettre la charrue avant les boeufs. Un Parlement pour quoi faire? Ce n'est pas la peine d'en avoir un pour qu'il ne fasse rien. Le pire souvenir que j'aie de l'après-guerre date de mon passage dans des cabinets ministériels: j'ai pu me rendre compte alors avec l'Assemblée consultative que les Assemblées qui n'ont rien à faire sont odieuses.

C'est là que Jean Monnet m'a posé cette question bizarre qui surprend ses collaborateurs et qui peut-être - mais là je ne peux rien affirmer catégoriquement - était une question ad hominem: "Voyons, mon bon ami, c'est très simple; les Hollandais, les Belges, les Rhénans, les Luxembourgeois, les Lorrains, les Alsaciens, les Suisses, ce ne sont ni des Allemands ni des Français; que diriez-vous si on reconstituait la Lotharingie?" Cela a surpris beaucoup de gens et il faut croire qu'il n'en a jamais parlé à ses collaborateurs. J'ai réagi très vivement en disant: "Il n'en est pas question, cela n'a ni queue ni tête. S'il faut faire l'Europe, il est entendu qu'il faut la faire avec des gens comme vous, de Cognac, et non des frontières; les gens des frontières ont trop souffert, il est impossible de toucher un fil du statut politique des frontières. Comme il incisait un peu, j'ai ajouté que s'il voulait faire quelque chose, il fallait que ce soit sur le plan économique. Je me rappelle très bien lui avoir dit: "Vous avez fait le Plan Monnet, faites quelque chose qui soit commun à ces régions frontalières!" Cela a tout de suite accroché sur ce point; nous avons échangé différents points de vue et la question que nous avons tout de suite rencontrée était de savoir pourquoi le rapprochement franco-allemand était si difficile. En dehors de toute une série d'explications sentimentales, psychologiques et nationalistes qui sont apparues plus tard quand on a fait la Communauté de Défense, ce qui empêchait le rapprochement entre la France et l'Allemagne, c'était très simple, c'était l'affaire de la Sarre et de la Ruhr. La Ruhr avait reçu un statut international en 1949, mais il avait quelque chose de désuet qui ne pouvait satisfaire ni Français ni Allemands et qui correspondait à un esprit que je qualifierais de "poincariste", c'est-à-dire qu'il ne correspondait plus du tout aux circonstances. Dans cet échange de vues, nous avons donc beaucoup parlé de la Sarre et de la Ruhr, des livraisons de charbon à la France, du problème de la sidérurgie et c'est ainsi - je ne peux d'ailleurs vous dire si c'est lui ou moi, ce qui n'a aucun intérêt - qu'on en est arrivé à faire "un coup sur le charbon et l'acier".

A. M. Dès ce premier entretien vous êtes donc passés de cette idée d'orientation frontalière à une réalisation sur le charbon et l'acier?

P. R. Tout de suite. Puisque cet entretien est destiné aux archives, je dirai que Monnet n'était pas en chômage mais qu'à Alger les ministres s'appelaient commissaires et qu'il y était ministre; quand il est revenu en France, il a gardé ce titre sans avoir de ministère et, une fois le Plan lancé, Monnet s'embêtait. Voilà la vérité: il avait donc du temps.

Notre entretien a duré une heure et quart et Monnet m'a dit: "Réfléchissez et revoyons-nous!" Moi-même, j'avais le jeudi une séance du Conseil d'administration de l'Ecole nationale d'Administration et je me trouvais sans rendez-vous à Paris; mon voyage était payé - je m'excuse de ce détail sordide mais j'étais un universitaire pauvre - et il m'a demandé jusque quand je restais à Paris. Je pouvais y rester jusqu'au lundi parce qu'après les cours reprenaient; c'était la semaine qui suivait Pâques, la semaine in albis. Ce que je sais, c'est qu'au cours de ce séjour j'ai revu trois fois Jean Monnet. En remontant le temps: le lundi 17 au Plan, le dimanche à la campagne, chez lui et un jour que je ne peux pas préciser, le vendredi ou le samedi. Monnet a noté le samedi dans ses carnets, j'ai peut-être parlé du vendredi... je ne m'en souviens plus.

A la deuxième séance, nous avons recommencé à parler et sont entrées très brièvement deux personnes que je ne connaissais pas encore, Hirsch et Uri qui ont écouté...comme ça. Ils n'ont pas pris une part très active à la discussion. A ce moment là, ce jour là, on ne peut pas dire que nous nous rendions compte que quelque chose prenait corps. Le dimanche, à Bazoches - il me semble que la fille de Monnet faisait sa première communion, nous avons poussé les choses beaucoup plus loin parce qu'on y a examiné la question de savoir si le projet pouvait être purement régional, c'est-à-dire s'il devait s'appliquer seulement à la Sarre, à la Ruhr et à la sidérurgie et aux charbonnages alsaciens et lorrains ou s'il devait être d'application plus large. C'est ici qu'Hirsch et Uri ont joué un rôle assez important car ce sont eux qui ont démontré que cela ne tenait pas debout, qu'il fallait l'étendre à l'ensemble. Le dimanche, dès les premières notes - j'ai des notes originales que j'ai prises pendant les deux derniers entretiens et que détient M. Leymarie dans les archives Monnet -, il était entendu que le projet s'appliquait à l'ensemble du pays, qu'il concernait le charbon et l'acier et qu'il était confié - je ne peux pas vous assurer si la première version était du samedi- à une Autorité paritaire. Le dimanche, on est allé plus loin et j'ai suggéré une formule que j'avais étudiée dans l'administration américaine et dans certaines organisations internationales et qui consistait

à confier les responsabilités à des personnalités indépendantes, non pas sur l'idée d'une représentation, mais sur une idée de gestion et de service public. Dans ces conversations du samedi et du dimanche, Uri a pesé aussi assez lourd. Il a pesé encore plus lourd par la suite parce qu'il est responsable de l'orientation de l'affaire vers un marché; au départ, que vous preniez la Sarre ou la Ruhr, il y avait l'idée d'une gestion commune et non d'un marché commun. En soi, encore aujourd'hui, je pense que l'idée d'une gestion commune était beaucoup plus justifiée et justifiable : l'idée d'un marché commun pour le charbon et l'acier est très artificielle. Pour le charbon, c'est absolu, pour l'acier, cela l'est moins, mais cela a été très important que l'affaire^{se} soit orientée ainsi, car les autres, même les Allemands, n'auraient jamais accepté l'idée d'un dirigisme étatique pour un secteur aussi important. Cela a été également important parce qu'il aurait été impossible de l'extrapoler à une construction purement européenne.

Le dimanche soir Monnet m'a dit: "Bon, mon ami, vous allez rédiger ça et il faut que cela ait les dimensions d'un "cartoon". Je me rappelle très bien que je ne savais pas ce que c'était et que je suis allé le demander à quelqu'un car je n'osais pas le lui demander.

- Une note? demandai-je

- Un papier, m'a répondu Jean Monnet.

- Pour faire une note diplomatique, une lettre?

- Je n'en sais rien, nous verrons!

Il répondait sèchement quand on l'embêtait....Je suis rentré et il y a un témoin curieux qui a été interrogé par Elghozi qui le raconte dans son livre. Je logeais chez un vieux maître à moi; y habitait aussi son petit-fils, Philippe Maistre qui est aujourd'hui chef de cabinet de M. Barre. Philippe a dit alors à son grand-père qui était un grand musicien et jouait du piano quand je suis rentré dans ma chambre: "Notre ami a dû boire un coup, il a l'air un peu..." Effectivement j'étais un peu...car j'avais toutes ces idées qui tourbillonnaient dans ma tête. J'ai pris un papier et j'ai rédigé le manuscrit d'une note que je n'ai plus. Le lundi, à 9h30, je suis allé au Commissariat au Plan; j'y ai vu la secrétaire de Monnet qui s'est occupé de la dactylographie du papier. Monnet est arrivé à 10 heures, a lu le texte et m'adit: "Bon, c'est très bien, je vous remercie beaucoup. Vous aurez de mes nouvelles". Je crois qu'on a encore travaillé le matin même, faisant une seconde version sur la première, puis je suis parti à Aix-en-Provence.

J'ai reçu un coup de téléphone de Monnet quelque temps après; il me disait: "Cela me fait plaisir de vous entendre, c'est le fil de l'eau, c'est lamentable.." Puis un second coup de téléphone huit ou dix jours plus tard: "C'est très important, venez tout de suite à Paris". Je suis retourné à Paris et j'ai appris alors que M. Schuman était d'accord.

A. M. Cela se situait donc après le 1 mai...

P. R. Oui, cela devait être un jeudi ou un vendredi-samedi. Le texte avait déjà subi un certain nombre de modifications. J'ai fait alors connaissance de Clappier et je me disais que cela m'étonnerait que cela donne quelque chose. Je suis reparti pour aller donner des cours à Nice et c'est durant mon séjour, probablement le mercredi 10, que j'ai appris l'affaire par les journaux. Après cela, je suis venu plusieurs fois à Paris et ~~que~~ j'y ai participé en juin, en juillet et en août. En septembre, je suis venu à nouveau à Paris.

C'est en juin qu'a éclaté la guerre de Corée et je vois encore Monnet à Houjarray dire à un diplomate qui avait un bec de lièvre et dont il s'est beaucoup servi pour les rapports avec les Allemands à cette époque là: "Vous savez, c'est extrêmement inquiétant...la guerre..mais c'est absurde!.." Il y a un autre point que je voudrais mentionner: Robert Schuman avait été avocat à Metz avant 1914 et il y avait connu mon père; de plus, il avait auprès de lui un de mes anciens étudiants de Nancy où j'avais été professeur en 1937-1938 et Monnet voyait tout cela d'un oeil très favorable; je veux dire par là que j'avais des entretiens avec Clappier ou avec Bourbon-Busset, ou avec Schuman, et que cela facilitait beaucoup de choses. Au début octobre, alors que je travaillais avec les experts français (les conversations n'ont jamais été une conférence. J'avais reçu du ministère des Affaires étrangères une carte avec ma photographie sur laquelle étaient mentionnées des "conversations sur le plan Schuman"), Monnet me fit appeler. Je montai dans son bureau et il me dit: "Ecoutez, mon cher ami, la situation est très grave, cela ne marche pas du tout" puis il prit divers papiers sur sa table qu'il me lut: "Nos alliés ont décidé le réarmement allemand ou l'acceptent". Je me souviens d'une phrase d'une note diplomatique anglaise: "Du moment que les Allemands n'auront ni Air Force ni Navy, on ne voit pas pourquoi la défense du sol ne serait pas confiée à ceux qui s'y trouvent". Il conclut: "Ils sont tout de même forts, ces Anglais!". Il les aimait bien, il les connaissait bien mais il avait son idée là-dessus. et il ajouta: "Vous comprenez bien, cher ami, que si on réarme il n'y a plus de plan Schuman. Alors il n'y a qu'une solution, il faut faire une armée

européenne. Vous allez prendre Rabier avec vous - Rabier vit toujours et pourrait vous confirmer cette histoire - . Je répondis que j'avais quitté les conversations à sa demande. "Fichez-moi la paix avec ça - rétorqua-t-il -, cela n'a aucun intérêt vous allez immédiatement préparer un papier, comme la dernière fois. Il faut que je l'aie pour ce soir. Je ne veux pas que vous fassiez autre chose". Rabier et moi nous sommes partis ensemble et je me rappelle que nous ne sommes même pas allés déjeuner; nous nous sommes faits apporter deux ou trois sandwiches et nous avons travaillé jusqu'à ce que nous ayons rédigé un projet d'armée européenne que nous avons remis à Jean Monnet.

Je me souviens aussi d'un long coup de téléphone à René Pleven. Lui parlait-il de cette affaire pour la première fois? Je n'en sais rien, mais Monnet qui, à mon avis, n'était pas un orateur alors qu'il excellait dans le dialogue, dans le contact personnel, m'a "enveloppé" Pleven d'une façon merveilleuse, lui disant qu'il y avait un papier tout fait qu'il pouvait corriger, ajoutant même qu'il y avait au Plan le personnel nécessaire pour reproduire et distribuer ce texte..

A. N. Pourriez-vous préciser la date de ce travail?

P. R. C'était entre le 7 et le 15 octobre mais je ne peux pas vous donner une date exacte. A cette occasion Monnet m'a dit: "Cette affaire-là va être un gros morceau. Vous êtes un ami de Teitgen. Pourriez-vous lui parler pour le convaincre?" J'ai répondu que j'étais d'accord et j'ai eu un rendez-vous au restaurant de la Chambre des Députés avec P.H. Teitgen et F. de Menthon et nous avons discuté de cette affaire. Ici je dois dire, pour l'histoire, que déjà à propos du Plan Schuman en mai 1950 j'avais vu P.H. Teitgen qui alors était encore ministre. A ce moment-là, Teitgen, en raison du souvenir de la Résistance et de l'immédiat après-guerre, était très bien avec Bidault et il s'était montré hostile à l'initiative de Monnet. Bidault avait fait le dimanche un grand discours à Lyon sur les Cinq Grands, l'Alliance atlantique..., bref sur les thèmes les plus éculés de la politique "De Gaulle première manière" et P.H. Teitgen qui était un ami très fidèle de Bidault l'avait suivi... En réalité, lorsqu'il y a eu le Conseil des Ministres qui a approuvé le Plan Schuman, ils ne se sont rendus compte de rien du tout: ils ont cru qu'ils approuvaient une organisation de matières premières; ils ne se sont pas rendus compte que cela résolvait le problème sarrois, les problèmes des frontières, que c'en était fini d'un contentieux de 150 ans et que cela aurait des répercussions énormes. Ils y étaient plutôt hostiles.

En octobre 1950, ils étaient très hostiles à la Communauté européenne de Défense. Il n'était pas question de réarmer l'Allemagne, ni en tant que telle, ni en tant que puissance européenne: c'était impossible. J'ai essayé de mon mieux de les convaincre.

Un de ces jours-là je suis allé voir Robert Schuman au ministère des Affaires étrangères avec Monnet. Schuman était assis dans son fauteuil, assez accablé. A. Parodi, le secrétaire général des Affaires étrangères, avait l'air de dire: "C'est la fin du monde, c'est la fin du monde". Au contraire Monnet était vif comme un gardon, persuasif, tenace, essayant de faire avaler cette affaire à Robert Schuman dont je me rappelle deux phrases: "Ah! Le réarmement allemand, encore une de ces questions où on ne peut dire ni oui ni non!" et puis "Une armée européenne, je veux bien, mais qu'est-ce que cela veut dire?" Je me souviens de ces deux traits qui étaient des réactions de bon sens pour un homme politique mais par lesquelles j'ai mesuré, tant en la personne de Schuman que chez les hauts fonctionnaires, un grand désarroi. Les Français étaient pris à contre-pied par l'initiative américaine. Je dois dire que dès que les négociations ont commencé en janvier, les hauts-fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères ont été pour la plupart très hostiles à l'armée européenne. Comme je devais faire un cours à Aix-en-Provence, je ne pouvais pas être à Paris en permanence en janvier, février, mars, mais j'aurais pu venir assez fréquemment; or, côté ministère des Affaires étrangères, on m'a écarté de cette affaire. Il faut dire que j'étais aussi conseiller juridique aux Affaires étrangères, avec un statut que j'ai encore aujourd'hui et avec des honoraires extrêmement restreints - à l'époque ils s'élevaient à une somme relativement beaucoup plus élevée qu'aujourd'hui -. En vérité j'ai été écarté parce que j'étais un homme plutôt dangereux: j'aurais pu aider à mener cette affaire dans une voie autre. Alors ils ont nommé un homme qui vit toujours mais qui est très malade maintenant, un homme excellent et très fin, mais sans aucune imagination. Dès le départ, le projet d'armée européenne a donc été une copie "mutatis mutandis" du pool charbon-acier et c'est une chose qui historiquement a beaucoup d'importance parce que je ne peux pas imaginer que les deux problèmes soient identiques. Faire une règle du jeu pour une économie de marché avec un surveillant-arbitre qui vérifie que le droit est respecté est une chose. Avoir la charge d'un outil opérationnel, tel une armée, avec un système analogue, c'était absurde. J'en ai eu le sentiment dès le début, mais j'ai senti aussi que, dès ce moment, il y avait des forces hostiles au sein des administrations. Cela n'a pas empêché d'engager la bataille là-dessus et qu'elle soit perdue par les Européens.

Les Américains prennent des décisions brutales, souvent sans en mesurer les conséquences; finalement les Français ont été les seuls à s'opposer au réarmement allemand et les Américains ne s'y sont pas trompés. Ils étaient furieux de la

proposition européenne. Ils ont estimé que cela ne marcherait jamais, qu'ils avaient besoin immédiatement de divisions pour la guerre de Corée. Avec le limogeage de MacArthur et puis quand ils ont vu que les Allemands réclamaient une vraie armée, une aviation, un commandement général, une intendance etc., quand la guerre de Corée s'est stabilisée, il y a eu un grand retournement: les Américains sont venus approuver l'armée européenne en septembre 1951 à la réunion de l'OTAN, mais il était trop tard. Voilà les choses les plus importantes.

J'ai encore d'autres souvenirs sur l'action de Monnet. Le plus intéressant est peut-être de savoir si le pool charbon-acier devait être un marché commun ou une gestion commune. Je vous ai dit que c'est Uri qui a poussé dans la direction du marché et Monnet lui a dit une fois devant moi: "Sans vous, mon cher ami, l'affaire ne passait pas la rampe". Seulement Monnet n'était tout de même ni un naïf, ni un théoricien et un jour il a dit à Uri en ma présence: "Bon, on supprime les droits de douane, on lève les restrictions quantitatives, on publie des barèmes. Et alors que se passe-t-il?" Je veux dire qu'il se rendait parfaitement compte que l'économie de marché, même pour des produits qui n'ont pas les caractéristiques de l'acier et du charbon, est toujours un système qui dépend d'un grand nombre de circonstances: on pouvait très bien imaginer que le pool charbon-acier fût surtout verbal, que l'existence du marché fût verbale.

Une autre chose. On a établi d'abord le marché commun pour le charbon et cela s'est passé à la fin de 1952; pour le début 1953 devait être mis en place le marché commun de l'acier, mais, au moment où la décision a été prise, les Allemands y ont opposé un blocage terrifiant. Sur ce blocage, chose curieuse, je sais à peu près la vérité par celui qui était le Président de la Chambre syndicale de la sidérurgie. Je lui ai demandé un jour ce qui se passait et il m'a répondu que les Français avaient fait quelques ventes d'acier en Allemagne du Sud.

En fait, comme vous le savez, même aujourd'hui il existe une institution qui a son papier à en-tête, le club des sidérurgistes qui se rencontrent de temps en temps pour discuter de leurs affaires communes: c'est connu à Luxembourg et on s'en accommode; il vaut mieux que cela soit ainsi et cela n'empêche pas qu'il y ait de la concurrence. Même quand il y a des cartels, ces cartels sont révisés de temps en temps et ils sont révisés sur une carte de guerre. Les Français avaient donc fait quelques ventes en Allemagne du Sud, ventes qui semblaient ne pas convenir aux Allemands qui se sont fâchés tout rouge, utilisant une argumentation sur le régime fiscal de la T.V.A. que l'on avait oublié de prévoir dans le Traité de Paris. Monnet m'a rappelé à ce moment et c'était la première fois que je le voyais dans ses fonctions de Président de la Haute-Autorité: manifestement, il y avait une blessure sur son visage. Il avait reçu un coup, en ce sens que lui

était un croyant dans son affaire; il était droit et loyal et il espérait que les membres de la première Haute-Autorité seraient non pas des gens de sa valeur mais des gens de son idéal. Il s'est aperçu de choses tout à fait différentes. Je ne veux pas ici, même pour l'histoire, émettre de jugements sur ses membres: un d'entre eux était un sacré farceur, un autre ne pensait qu'à protéger ses intérêts nationaux et l'Allemand, Etzel, homme de la Ruhr grand et solide avait des ambitions politiques et, je crois, s'est présenté simultanément à des élections nationales. Il y a eu plus tard le cas d'un de mes amis qui a fait la même chose. A mon avis, c'est tout à fait incompatible avec les responsabilités de commissaire. Monnet a vu tout d'un coup qu'on lui avait amené dans sa Haute-Autorité des hommes dont quelques-uns étaient capables ou partageaient son idéal mais les autres étaient une bande de cloches ou ne jouaient pas le jeu. Alors là, cela m'a fait de la peine, son visage était tiré, il y avait manifestement quelque chose.

Ensuite j'ai perdu Monnet de vue: je le revoyais à l'occasion. Robert Schuman m'avait proposé comme juge français à la Cour de justice. J'avais à l'époque quarante ans et, évidemment, c'était la fortune, pas grand-chose à faire pour commencer, mais j'ai refusé parce qu'on ne devient pas juge à un tribunal international à quarante ans. A partir de ce moment je n'ai plus joué aucun rôle et j'ai mesuré beaucoup de choses lors de la guerre de la CED. Européens et anti-Européens se sont trouvés devant une nouvelle affaire Dreyfus - cela a eu ces proportions - et chacun avait un très mauvais dossier. Ce qu'il y a de plus grave dans cette affaire de la CED, ce n'est pas seulement qu'il y ait eu une bataille perdue - c'est la guerre politique - mais aussi que les pro-Européens aient dû se battre pour un mauvais traité, mal fichu, déjà une trahison pour les Européens....

A. W. Est-ce que vous-même, dans le projet de départ d'octobre 1950, aviez introduit la notion d'"intégration au niveau de l'unité la plus petite possible?"

P. R. Bien sûr! On disait que c'était l'unité tactique, le bataillon qui devait être national, mais jamais nous n'avons eu l'idée de dire que toutes les décisions étaient prises en Conseil des Ministres: c'est la solution De Gaulle. Chose curieuse, je connaissais un MRP lié aux milieux d'affaires qui était très partisan de la CED. Il disait qu'on ferait promener les bataillons un peu partout, que cela ferait progresser la solidarité, mais que par contre la CECA était une histoire très dangereuse. Il y a eu des positions épouvantablement hypocrites

et puis, parmi les adversaires de la CED, en plus des communistes et des nationalistes, il y a eu ce problème sentimental pour certaines catégories de gens qui s'estimaient persécutés comme les Juifs....

A. M. Jules Moch par exemple?

P. R. Bien sûr! Et les gens de Londres! Monnet m'a dit une fois au début de la négociation du Plan Schuman une chose très profonde: "Voyez-vous, les seuls Etats qui comptent pour faire l'Europe, ce sont les Etats qui ont été vaincus. Les Allemands ont été vaincus, nous, nous avons été vaincus. Les Anglais n'ont jamais été vaincus; ils viendront après". Il mettait alors l'Angleterre beaucoup plus haut qu'elle n'était et il voyait un système à trois: Etats-Unis, Angleterre et Communauté. Il est absolument certain que les gens de Londres ont eux considérés que la France n'avait jamais été vaincue. J'ai rencontré des gens qui étaient des ennemis convaincus et forcenés des Communautés parce que nous nous mettons au rang du Benelux, de l'Italie, de l'Allemagne. Quelle abomination! disent-ils. Pour eux c'est imbuvable.

J'ai joué aussi un rôle dans l'élaboration du traité de communauté politique fait par l'Assemblée. A ce moment j'avais été nommé commissaire par l'Assemblée ad hoc et j'ai eu quelques entretiens avec Jean Monnet. On était encore optimiste jusqu'au moment du fameux discours de Bidault à Strasbourg le 9 ou le 10 mars 1953. J'étais à Strasbourg et j'avais été invité à la Préfecture: il y avait eu un déjeuner avec Adenauer, de Gasperi et Bidault, Spaak... puis ils s'étaient tous retrouvés dans le salon. Ils faisaient tous une tête extraordinaire et le secrétaire du Conseil des Ministres, un petit-cousin luxembourgeois, était venu me dire: "Bidault n'a cessé de faire le clown et Adenauer m'a dit: "Was? Er ist besoffen!" Bidault, en effet, marchait de cette démarche des gens qui sont pompette, il ne suivait plus une ligne droite dans les grands salons. Le malheur avait pris deux verres de vin; cela suffisait!

Voilà mes souvenirs sur ces affaires; je ne vois pas ce que je pourrais ajouter.

A. M. J'ai quelques questions à vous poser sur l'ensemble de la période que vous venez d'évoquer. Lors de votre premier grand entretien du mercredi 12 avril 1950 avec Jean Monnet, lorsqu'il parlait d'un conflit, a-t-il précisé qu'il s'agissait d'un conflit soviéto-américain?

P. R. Clairement. C'était l'utilisation de la bombe atomique. Il était persuadé que les Américains useraient de la bombe atomique. Les Soviétiques avaient réalisé leur première explosion nucléaire en 1949, nous étions en 1950. Monnet avait des liens personnels avec toutes les notabilités américaines, il était donc au courant d'une tentation que beaucoup d'Américains avaient, c'est-à-dire avoir une expli-

cation avec les Soviétiques, tentation que l'on a retrouvée avec la guerre de Corée et l'affaire MacArthur. Il était assez curieux de penser - c'était de l'analyse psychologique - que de faire quelque chose qui changerait l'orientation des esprits suffirait à assurer la paix. Il ne pensait qu'à cela, il me l'a répété et répété. Il était évident que si on réalisait une entente entre les Français et les Allemands, on retirait une épine formidable du pied des Américains, même à une époque où ils n'envisageaient pas encore le réarmement allemand; cela facilitait tout de même l'union de l'Europe de l'Ouest, ce qui était le voeu profond des Américains. C'était cela l'idée première.

A. M. Est-ce qu'à ce moment le texte du 3 mai était prêt puisqu'on y retrouve tous les thèmes que Jean Monnet vous a exposés?

P. R. Je pense que oui. Je me demande si ce papier n'était pas déjà rédigé; il y a une chose qui m'a frappé: ce document du 3 mai est très explicite sur le choc psychologique, la modification des esprits etc. mais pas du tout sur le choix du point d'application sur l'Europe. Quand il dit dans ses Mémoires qu'il m'a exposé ses idées, c'est de cela qu'il veut parler. Donc, à mon avis, le papier est antérieur. Pour Monnet, dans l'ordre des priorités, il y avait la paix et une réalisation à l'échelle mondiale. Quand a commencé la guerre de Corée, il était furieux, agacé. Il se demandait à quoi cela servait, il trouvait que c'était absurde; il s'imaginait qu'en suivant une certaine politique, on aurait pu éviter tout cela. Qu'il ait eu raison ou tort, c'est une autre question, mais telle était son idée fondamentale.

A. M. Ce qui est un peu étonnant, c'est que ce texte où l'on trouve des formules très frappées ait été rédigé par Monnet: il rédigeait peu. Est-ce lui qui l'avait écrit?

P. R. Rabier qui travaillait avec lui pourrait vous éclairer sur ce point. Uri n'était pas si maniable et il s'occupait des papiers économiques. Hirsch était d'un solide bon sens mais il ne faisait pas non plus de papiers à Monnet. Moi-même n'ai connu ce document que bien après; je ne l'avais même pas remarqué dans Le Monde. Dès que cette affaire est sortie, j'ai été pris bien plus par son avenir que par ses origines.

A. M. Lors de vos premiers entretiens du samedi 15 et du dimanche 16 avril 1950 y a-t-il eu déjà rédaction de projets? Dans les archives Monnet, à Lausanne, on compte neuf textes qui aboutissent à la déclaration Schuman du 9 mai.

- P. R. J'ai remis une feuille de papier vénérable écrite au crayon à M. Leymarie: elle commence ainsi: Paix-Europe-France, Allemagne avec en dessous un commencement de rédaction. J'ai pris des notes pour la première fois soit le samedi, soit le dimanche. Je n'en ai pas pris le mercredi. Pour le dimanche j'en suis sûr.
- A. M. Pour le dimanche êtes-vous sûr d'avoir commencé la rédaction d'un texte?
- P. R. Bien sûr puisque je suis venu de bonne heure le lendemain matin...
- A. M. Vous n'avez pris que des notes...
- P. R. J'ai pris des notes: c'est la feuille que j'ai remise à Leymarie et j'ai fait un premier jet que je n'ai plus en manuscrit puisque je l'ai remis à la secrétaire de Monnet qui l'a lu, puis il y a eu un deuxième texte presque aussitôt.
- A. M. J'ai avec moi un premier texte intitulé premier projet dans les archives Monnet et daté du dimanche 16 avril; d'après ce que vous venez de me dire, il serait du lundi 17. Sur le plan du fond, ce qui est intéressant, c'est que le premier projet est très axé sur un rapprochement franco-allemand et que, petit à petit, on s'achemine vers une conception beaucoup plus européenne. Avez-vous été témoin de cette évolution, au tout début?
- P. R. Au tout début, non. / M. Reuter consulte le texte/. C'est un des textes initiaux. Il y a une chose qui est bizarre: il m'est resté en mémoire que j'avais écrit: "un destin désormais partagé" et que cela a été barré dans le texte final.
- A. M. Il y a eu beaucoup de remaniements et certains éléments disparaissent pour parfois revenir par la suite...
- P. R. Quelqu'un a joué un rôle dans cet élargissement, c'est René Mayer. Par qui? Je n'en sais rien. René Mayer, vous le savez, était très engagé dans les affaires belges pour des groupes financiers internationaux d'où les Belges n'étaient pas absents mais où ils avaient des partenaires bien plus importants. En 1955, lorsque René Mayer a été nommé haut-commissaire, il avait des intérêts importants dans la Sofimad et il a dit à un de mes amis qu'il était content d'être président de la Haute-Autorité parce que cela allait lui permettre de défendre les intérêts de cette société dans un grand procès international contre l'Espagne devant la Cour internationale de Justice. Il a fait cette confidence extraordinairement compromettante! René Mayer - Monnet me l'a confié - avait dit: "Il faut que vous ouvriez l'affaire; on ne peut pas laisser en dehors de cette entreprise des amis

comme la Belgique et le Luxembourg dont les intérêts sont trop imbriqués dans ceux de la France. Il faut mettre ces gens avec nous. Je suppose que ce sont ces mêmes milieux qui ont fait ajouter le Parlement européen.

A. M. H. Hirsch m'a dit que c'est à la suite d'une intervention d'André Philip qui lui a fait remarquer qu'il n'y avait aucun élément démocratique dans le projet que Jean Monnet a accepté ce point....

P. R. Attention! C'est qu'il y a eu quelques petites fuites. Le projet a été maintenu secret longtemps puis il est passé en Conseil des Ministres. Le secret a tout de même été bien gardé! Il y a eu un écho la veille dans Le Monde. Pour dire que ce projet n'avait pas d'élément démocratique il fallait l'avoir lu!

A. M. C'est à la suite de la déclaration Schuman qu'a eu lieu cette intervention!

P. R. Ah bon! En ce qui concerne René Mayer, je fais l'hypothèse que l'intermédiaire possible entre lui et Monnet était P. Delouvrier. Ce dernier était un collaborateur de Monnet et il était chef de cabinet de René Mayer. Il est très possible que l'introduction des Belges se soit faite par ce canal. Une fois les Belges entrés, il fallait y mettre tout le monde, le Benelux et l'Italie.

L'idée dominante des premiers entretiens - c'est très important - était d'agir sur un point précis, limité et en compréhension et en extension, charbon-acier à deux. La leçon a d'ailleurs été fort claire. Dans l'Europe à Six, vous avez un couple au départ puis un contre-couple Benelux-Italie qui veut bien que le premier s'entende à condition de passer par eux. Pour commencer ils ont pris les secrétariats les sièges d'administrateurs... Une entente franco-allemande sans eux était pour eux un danger mortel. Leur entrée a été un des éléments qui a équilibré les choses mais, comme c'est souvent le cas, l'équilibre a eu un effet paralysant sur le système. Au point de vue chronologique, bien que Monnet n'ait pas pensé que l'Europe n'était pas uniquement la France et l'Allemagne, c'était entre la France et l'Allemagne que l'affaire pouvait prendre sa force, c'était à la France de prendre l'initiative. Monnet m'a dit une fois que l'Allemagne ne pouvait pas prendre l'initiative, que seule la France le pouvait. Au départ, il y avait donc un souci d'efficacité qui primait tout le reste.

Dans l'Europe des Six, les Belges, les Luxembourgeois et les Italiens étaient les médiateurs. (Les Hollandais ont eux un caractère de cochon; ils sont très gentils mais ce sont des emmerdeurs patentés).

A. M. Est-ce vous qui avez introduit l'idée d'une Autorité supranationale?

- P. R. Oui. Pas le mot mais l'idée d'une autorité indépendante. J'avais étudié l'organisation de la Tennessee Valley Authority et d'autres institutions américaines où étaient mis en place des hommes d'affaires qui avaient une conscience de magistrat...
- A. M. Quelles sont à votre connaissance les personnes qui ont lu la déclaration Schuman avant sa divulgation officielle?
- P. R. A l'étranger, Adenauer l'a su par Mischlich quelques jours avant; c'est connu.
- A. M. Est-ce qu'il n'y a pas eu un autre émissaire de R. Schuman avant l'envoi de M. Mischlich? D'après les mémoires de Jean Monnet, il a été envoyé voir le chancelier Adenauer seulement le lundi.
- P. R. Il y a peut-être un homme qui faisait la liaison et que j'ai vu agir surtout au moment de l'armée européenne, un diplomate (M. de ?) qui avait un bec de lièvre. François Valéry le saurait. Je me rappelle encore que Monnet a reçu quelques jours avant le 9 mai un grand journaliste du New-York Herald et qu'il m'a dit: "Et dire que je ne lui ai rien dit de ce qu'il y a dans ce papier!" Je me demande d'ailleurs si Monnet n'a pas téléphoné un jour ou deux ^{avant} à un congressman américain parce que la façon dont a été accueilli le Plan Schuman aux Etats-Unis, dans les publications du Congrès, était trop bien montée pour que ce soit absolument spontané. Mais je n'en suis pas sûr.
- A. M. Il y a tout de même eu la visite d'Acheson à Paris....
- P. R. Il n'en a pas parlé. J'ai plaidé avec Acheson dans l'affaire du Temple Pravir en avril-mai 1961 et on a vécu ensemble, discutant de ce dont on discute dans ces espèces de scénarios que sont les grands procès internationaux à La Haye. En dînant, il m'a raconté que, quand à une réunion de l'OTAN il avait lu le texte, il avait interrogé Schuman à ce sujet, le retournant sur le gril et Schuman l'avait envoyé voir Monnet. Acheson m'a donc raconté que son premier accueil avait été réservé, presque dubitatif: pour lui, c'était clair, il s'agissait d'un cartel. Alors cela m'étonnerait que Monnet lui en ait parlé en termes précis. Il avait dû dire des choses assez vagues: "Il va y avoir des choses importantes; c'est tout à fait secret et cela a trait au rapprochement franco-allemand. Vous le verrez quand cela sera rendu public mais il faudrait que vous fassiez un effort". De plus, je ne crois pas qu'Acheson ait été un vieil ami de Monnet; il était lié avec d'autres hautes personnalités américaines.

1

A. M. Est-ce que les propositions faites de part et d'autre depuis la Libération au sujet d'organisations européennes, au Conseil de l'Europe par exemple, ont eu une influence sur l'élaboration du Plan Schuman?

P. R. Aucune. Monnet avait une théorie sur les entreprises humaines. Quand une chose prend un mauvais départ, c'est fini. C'était une extrapolation de son expérience à la SDN, comme il me l'a expliqué un jour. Pour lui, le Conseil de l'Europe était mal parti. Je l'ai entendu parler une fois de l'OTAN au cours du Plan Schuman: "Il faut voir ce que c'est".

Vous savez que quand le Plan Schuman a réussi, il y a eu une floraison de pools comme champignons après la pluie. Chacun avait son petit pool comme disaient les ambassadeurs étrangers à Paris. Il y a eu le pool vert, le pool des transports et il y a même eu un pool blanc proposé par un de mes bons amis et devant regrouper malades, médecins, sources thermales et médicaments, idée que je trouve insensée. Les gens du Conseil de l'Europe ont eu le ridicule d'ouvrir une section spéciale, un amendement de la Charte, pour appeler cela les autorités spécialisées. Lorsqu'il y a eu la première réunion de l'Assemblée consultative, Monnet a craint comme la peste qu'elle ne soit annexée par le Conseil de l'Europe. Il y a eu des problèmes de locaux, de secrétariat, de transports... Et là encore il voyait juste car le Plan Eden visait à dire que chacun devait se marier selon son goût; ceux qui se contentent d'un concubinage, ceux qui veulent un mariage à l'essai, ceux qui veulent fleureter, tout cela se passera dans les mêmes locaux. C'était une Assemblée à tiroirs, une Assemblée unique qui serait de temps en temps Conseil de l'Europe, CECA etc... D'autres pourraient assister en tant qu'observateurs. Ils avaient essayé de coiffer les choses.

Le congrès de Westminster, les grands congrès européens, toute cette grande agitation prouvaient qu'il y avait un accueil, mais aucun de ceux qui ont vraiment travaillé à cette histoire, ni Monnet, ni Hirsch, ni Uri, ni moi, ni Clappier n'ont fait partie de ces mouvements. Non, cela n'a joué aucun rôle car pour Monnet toutes les affaires européennes étaient mal commencées. Il n'y avait pas de percée. C'est comme une offensive qui ne réussit pas; on ne peut la recommencer tout le temps sur le même point.

A. M. Pensez-vous que Jean Monnet ait été attaché à une solution économique ou bien est-ce que cela a été le secteur qui permettait la naissance de ces institutions?

- P. R. C'est cela même et j'ai été un test pour Monnet: je suis messin avec tous les deuils, les destructions, les désastres que cela implique. Les Allemands ont mobilisé à partir d'une certaine date les Luxembourgeois et les Alsaciens-Lorrains!
- A. M. Vous parliez tout à l'heure de Lotharingie. M. Hirsch m'a rapporté que dès 1943, au cours d'un entretien à bâtons rompus avec Jean Monnet, celui-ci lui en avait déjà parlé. M. Hirsch avait eu une réaction immédiatement négative. L'idée est donc ancienne et il l'a testée à plusieurs reprises. Le catalyseur a donc été, semble-t-il, la dernière proposition d'Adenauer en mars 1950.
- P. R. Il était dans la disposition d'esprit d'une fille qui est décidée à se marier dans l'année. Il était comme cela, il avait le tracassin. A mon avis, il avait déjà fait ce memorandum et il était certainement décidé à faire quelque chose avec les Allemands. C'était le bon sens, mais à condition de sortir d'un certain monde sentimental. Toute lutte est une forme de mutation. Sur les rapports franco-allemands, c'était une chose décidée; Adenauer faisait des appels du pied continuels et Robert Schuman était allé parler plusieurs fois aux Allemands, mais cela avait été un échec. Un jour il m'a exposé un "truc" de juriste pour dissocier la souveraineté de l'extraction du charbon à propos de la Sarre: la même chose qu'en 1919 pour compenser les dégâts causés aux mines du Nord /...../. On manquait d'imagination et les Allemands n'acceptaient la perte d'aucun km². Schuman, avec ses façons bonhommes, - c'était un homme politique, ce dont je ne suis pas sûr pour Jean Monnet (Un jour il m'a expliqué que la pensée n'était pas pour ceux qui avaient des charges politiques, qu'ils avaient trop de petites choses à faire. Il avait des convictions politiques: par exemple, il avait assisté à une cérémonie en l'honneur du souvenir de Léon Blum, mais il n'avait pas le "type" politique), et il en avait gravi tous les échelons - avait bien vu que c'était la fin du problème sarrois, mais il s'était bien gardé d'appuyer cet aspect. En 1954-1955, il y a eu encore de terribles ambiguïtés sur la Sarre et il a fallu attendre 1956 pour une solution finale. Un sidérurgiste français était pourtant venu trouver Mendès France en 1954 et il lui avait dit: "Monsieur le Président, on ne tient pas à la Sarre; vous pouvez la rendre". Mais c'était trop lourd à porter après l'affaire d'Indochine et Mendès France n'a pas rendu la Sarre en 1954, non pour des raisons économiques, mais parce qu'un gouvernement ne peut faire tant de choses à moins qu'il n'ait une autorité exceptionnelle. Il a fallu le général De Gaulle pour résoudre l'Algérie: cette affaire

ne serait pas encore résolue, même avec des gens courageux. Schuman avait donc bien vu cela mais il a laissé à ses successeurs le soin de résoudre la question. Quand on s'embarque dans une politique idiote, il est difficile d'en sortir...

A. M. Je crois que nous avons fait le tour des questions que je voulais vous poser sur le Plan Schuman lui-même. Vous avez abordé spontanément le problème de la CED. Vous avez suivi d'assez loin cet échec?

P. R. Oui, parce que des équipes ont été tout de suite constituées et qu'on a pris immédiatement l'orientation "du moule à gaufres". On a fait une communauté, on en fera une autre ...c'était absurde. Quand on a fait les accords de Rome auxquels je n'ai pas été mêlé du tout, cela a été fait en douceur, habilement. Le Plan Schuman, on le revendique, la CED, c'est l'expédient; dans le Marché commun, on a évité toutes les déclarations de principe, on a agi hypocritement. C'est cela qui est inquiétant dans les affaires européennes; c'est que toutes les prudences de forme que l'on prend depuis l'échec de la CED sont un mensonge. Il n'est pas vrai qu'on puisse faire une union économique qui n'ait aucun aspect politique!

A. M. Quel jugement porteriez-vous sur l'action et la personnalité de Jean Monnet?

P. R. Tout homme est formé de contrastes. Il y a chez Jean Monnet un contraste: c'est un homme petit, trapu, qui a une tête de paysan, un sourire de temps en temps fâché et je l'ai entendu parler à des gens qu'il était manifestement en train de rouler dans la farine, de séduire: il savait faire cela. Mais le fond de la nature de cet homme, c'était tout de même une grande passion. C'était un homme passionné, ardent, imaginatif. Ce qu'on connaît de sa vie, on le connaît surtout par une série d'articles de l'Humanité - je l'ai vu plusieurs fois avec l'Humanité sous son bras-, et ce qu'on sait de sa vie privée le montre passionné. On ne peut pas dire qu'il se soit marié dans le style "Action catholique" de sa soeur, Mlle Monnet. C'était aussi un homme qui avait une philosophie de la vie, des rapports humains - ce qui est important -; Delouvrier m'a dit un jour: "Tu pourras être pendant vingt ans au cabinet de René Mayer, il n'arrivera rien. Tu ne peux pas être deux ans avec Monnet sans qu'il arrive quelque chose".

Parmi les idées qu'il a eues, certaines sont connues comme par exemple le projet de parlement franco-britannique de 1940. Mais au moment où cela tournait mal en Algérie, il a lancé l'idée d'une communauté méditerranéenne. Le Plan Monnet, cela a été une chose pratique, de bon sens, une structure légère, le dialogue. Mais sur les grandes idées, une a réussi: cela suffit pour faire une vie. C'était un homme d'idées, d'action, d'imagination. Un homme tout à fait désintéressé - je ne me prononce pas sur orgueil ou humilité parce que cela se ressemble -, un homme sans amour-propre ni vanité. Peut-être qu'à la fin de sa vie

- je le voyais une ou deux fois par an mais pas plus - il a cru un peu plus en lui-même, comme nous le faisons tous en vieillissant - on est parfois un peu statufié de son vivant -, cela, je n'en sais rien. C'était un homme à qui importait l'idée - il y croyait - et puis l'action, indissolublement liées. Il avait aussi une grande générosité personnelle de comportement; il était sans mesquinerie. C'était cela qui était plaisant et j'ai eu ce sentiment avec quelques hommes dans ma vie, mais pas beaucoup; le contact immédiat, simple, direct, sans raideur, mais impérieux aussi.

C'était effectivement une figure: il n'était pas un homme politique, ni un orateur; il était un homme d'imagination, de désintéressement et de dialogue. Quelqu'un m'a raconté qu'à l'occasion d'une dévaluation, en 1949, en un après-midi, il avait téléphoné aux Etats-Unis et en Angleterre: il avait un clavier énorme qui lui permettait de faire de grandes choses. Un de ses grands regrets était de ne pas savoir l'allemand: il était fait naturellement pour s'entendre avec les Allemands. Et les Allemands l'appréciaient. Les Français, eux, lui ont fait un timbre-poste. Ce n'est pas du tout lui! M. Rieben m'a montré une excellente photographie de lui, dans un parc, avec son chapeau...mais le timbre-poste est abominable! Evidemment tous les hommes politiques se demandaient qui il était: il a pris les fleurs de la vie politique; il laissait le reste aux tâcherons.

Parfois il avait de drôles d'idées. Un jour il m'a expliqué pourquoi il avait accepté la présidence de la Haute-Autorité: "Grâce à cela, j'aurai accès auprès de MM. Adenauer, Spaak etc." Quand il a vu! Le traité de la CECA est entré en vigueur en juillet 1952, mais on n'a rien fait avant 1955. L'affaire de la CED a paralysé les choses pendant la gestation et en 1955, on a commencé un petit contrôle des investissements. Si on voulait faire une histoire en noir de la CECA, ce serait assez possible. C'est le premier étage de la fusée, elle a placé le système sur orbite, mais elle-même...Si on avait voulu faire un marché, il fallait le faire sur n'importe quoi, pas sur le charbon et l'acier. Si je dis cela c'est parce qu'ici encore l'intention et le résultat étaient politiques, le prétexte était économique. J'ai beaucoup parlé avec le directeur des services commerciaux des Charbonnages de France que j'avais connu par un de mes étudiants qui préparait une thèse qui disait: "Ne fermons pas les Charbonnages, le pétrole n'aura qu'un temps!" Il y avait là de grandes initiatives à prendre sur l'énergie!

A. E. Mais une certaine conception économique européenne était née et il me semble que l'apport essentiel de la CECA est d'avoir désamorcé le problème des relations franco-allemandes plus que des réalisations pratiques immédiates...

P. R. C'est cela! Il y a eu à l'époque dans l'Economist un article intitulé "Schumania" où ils utilisaient un mot anglais qui signifiait "se défaire de banderoles de monie". Cela a tout changé, mais c'était l'ultime délai.

A. M. Vos rapports avec Jean Monnet vous ont-ils apporté quelque chose?

P. R. Enormément. Il m'aurait fait passer par où les chats s'étranglent. Seulement, il était tellement impérial... Il aurait fallu que j'aie dix ans de moins. Je serais resté avec lui pour l'agrément d'être avec un homme avec lequel il arrive des choses. Sa mort m'a fait infiniment de peine; chaque fois que je le voyais, nous étions en communion: il était extrêmement séduisant et je l'aimais beaucoup. Moi, professeur d'université, je m'embête avec mes collègues; j'y ai de très bons amis, mais ils ont l'esprit complètement faux. Les gens d'action qui agissent uniquement pour l'argent sont parfois intelligents, mais ce sont des rapaces: si vous n'êtes pas vous-même rapace, ce n'est pas amusant. Trouver un homme sans orgueil, intelligent, direct, c'est une chose unique. Mais aussi il était parfois abusif, il vous pressait comme un citron car il avait besoin de bons collaborateurs et il n'en voulait pas beaucoup. Il avait ce caractère impérial déjà du temps de la SDN. Il serait intéressant d'avoir le témoignage de Marjolin par exemple.. Il serait intéressant aussi de connaître sa vie en Chine. Si cette équipe de Chinois n'avaient pas été des forbans! Imaginez un De Gaulle chinois ou un fondateur d'Empire avec Monnet! Parfois il faisait une allusion en termes très généraux. Quelle destinée extraordinaire!

A. M. Il s'est toujours trouvé avoir une idée très simple mais très forte à un moment crucial et il a eu la possibilité de la mettre en oeuvre grâce à ses dons de persuasion...

P. R. Nous avons vivement sympathisé et il m'a occasionné les plus grandes joies - pourrais-je dire - intellectuelles parce que toujours au dessus du réel et collé à lui. Un mouvement puis un autre. Pas de ces trucs qui se perdent dans les nuages comme à l'Université, ni de gratter le sol pour en sortir des pépites et creuser le tunnel plus loin. Lui, il n'avait pas de besoins, il était près de la nature. Le jour de la première communion de sa fille, il a dévasté la campagne pour orner la chapelle. Un jour, il a dit devant moi: "Oh, il n'y a rien de perdu tant qu'il y a la vie!" et puis "Qui sait après?"

Il aimait le papier écrit mais pas de trop. J'appréciais cela chez lui: pas plus de quatre pages. C'était parfois demander un peu de génie pour dire des choses profondes et justes en peu de mots. Dire des choses intelligentes... Notre Université est une pépinière de gens intelligents... Une autre fois il m'a dit: "Quand les Américains

sont entrés en guerre, j'ai résumé leur effort de guerre en quatre pages". C'était sa façon de travailler.

Tous ceux qui l'ont approché ont gardé de lui un souvenir exceptionnel, mais il y a des aspects de lui que je ne connais pas. Quand Delouvrier s'est marié, il lui a dit: "Vous vous mariez, mon ami, c'est très important, mais vous savez, vous êtes un garçon instruit, cultivé, il ne faut pas épouser une sotte. Il ne faut pas l'épouser parce qu'elle porte bien la toilette ou parce qu'elle est bonne cuisinière, vous en souffririez". Propos fort raisonnable, mais il ne lui a pas demandé s'il l'aimait bien! Il est curieux que Monnet se soit accommodé d'Uri -d'Hirsch oui- car Uri n'était pas commode, mais il avait des idées, de l'imagination une grande capacité rédactionnelle. Monnet avait du flair, il avait un bon jugement sur les hommes.

Une des hésitations de sa vie a porté sur la question de savoir s'il était ou non un homme politique. Les événements l'ont empêché de faire une carrière, mais, entre nous, je ne suis pas sûr que cette partie de sa vie postérieure à 1952 soit la partiela plus réussie. C'était important pour faire autre chose. Pour moi, il a surtout réussi avec le Plan Monnet, le Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe et la fusée qu'il a fait partir et qui a crevé le plafond. Monnet a été une espèce de poète de l'action.

A. H. Je vous remercie de votre témoignage.

P. R. Je ne vois pas grand-chose à ajouter: je vous ai presque tout dit.